



La cause palestinienne au Maroc, histoire d'une « question nationale » (1967-1982)

Inès El alami

Professeure agrégée d'histoire (France)

Inès El alami, enseignante en collège international en France et autrice d'un mémoire sur les militant-es marocain-es de la cause palestinienne sous Hassan II soutenu à Sciences Po Paris en 2018, a été invitée dans le cadre du cycle de tables rondes de l'IRMC « Penser la question palestinienne depuis le Maghreb ». Elle est intervenue à la bibliothèque de l'IRMC le 10 janvier 2025 aux côtés d'Arthur Asseraf et Hèla Yousfi lors de la table ronde sur « Un siècle de mobilisations propalestiniennes au Maghreb », organisée et modérée par Augustin Jomier et Adrien Thibault.

Dans cet article, elle analyse la manière dont la cause palestinienne a été investie comme une « cause nationale » au Maroc par une diversité d'acteur-ices politiques et associatif-ves entre 1967 et 1982.



« LA QUESTION PALESTINIENNE EST UNE QUESTION NATIONALE¹. » Cette affirmation peut servir de point de départ à une réflexion sur les mobilisations pour la Palestine au Maroc, voire au Maghreb. Ici, c'est l'Union nationale des étudiants du Maroc (UNEM), syndicat étudiant marqué à gauche, qui revendique cette marocanité de la cause, dans une motion sur la Palestine votée lors de son XIII^e congrès en 1969. La formulation,

très forte, peut surprendre. Pourtant, des militant-es politiques marocain-es² de tous bords partagent, à la fin des années 1960, cette affirmation qui fait de la Palestine une *qadhiyya wataniyya*³.

Cette expression n'a toutefois pas le même sens selon les positionnements politiques des acteur-ices, ni la même traduction dans leurs pratiques militantes. On peut alors se demander si chacun-e ne cultive pas « sa Palestine » (Dot-Pouillard, 2012). Ce questionnement sur les processus de diffusion et de domestication de la cause palestinienne dans la société marocaine (Della Porta, Tarrow, 2005) est le point de départ de notre travail de mémoire d'histoire, soutenu à Sciences Po (El alami, 2018). Nous en présentons ici une partie, en dressant un tableau des mobilisations marocaines pour la cause palestinienne entre 1967 et 1982, à partir de l'étude d'une partie du fonds d'archives de la Fondation Abou Bakr El Kadiri⁴, d'ouvrages publiés par certain-es militant-es, de la presse marocaine (dont l'hebdomadaire *Filistin*) et d'une dizaine d'entretiens réalisés auprès d'acteur-ices de ces mobilisations⁵.

Ce tableau prend pour point de départ la guerre des Six Jours (5-10 juin 1967), d'une part car le militantisme propalestinien s'affirme alors dans le monde arabe (et au-delà) de manière plus organisée qu'auparavant, se dirigeant vers un soutien aux mouvements de résistance comme le Fatah, et, d'autre part, car la cause palestinienne politise en 1967 toute une génération de jeunes Marocain-es.

1. « Union nationale des étudiants du Maroc, XIII^e congrès, motion sur la Palestine », *Souffles*, 3^e trimestre 1969, n° 15, p. 105 (en français dans le texte d'origine).
 2. L'écriture inclusive a été privilégiée dans cet article afin de ne pas invisibiliser les militantes marocaines, même s'il est à noter qu'elles sont très minoritaires dans les organisations étudiées. Lorsque l'écriture inclusive n'est pas utilisée, il faut comprendre que le propos ne concerne à notre connaissance que des hommes.
 3. « Question nationale ». Le terme *qadhiyya* usité en arabe peut se traduire à la fois par « question » et « cause ».
 4. Le fonds d'archives se trouve à Salé (ville voisine de Rabat) et comprend notamment des documents privés concernant la Palestine. Quelques fonds d'archives français complémentaires, renseignant sur l'activité politique de Marocain-es exilé-es, ont également été consultés.
 5. La collecte de ces sources s'est faite durant deux séjours de terrain au Maroc, en 2016 et 2017.

© Souha Ben Belhassen, juin 2025

L'analyse s'arrête au début des années 1980, lorsque de nouvelles dynamiques apparaissent dans les mobilisations propalestiniennes (islam politique et mouvements des droits humains).

Durant cette période, on peut distinguer deux grands groupes d'acteur-ices qui se mobilisent sur la question palestinienne au Maroc : l'Association marocaine de soutien à la lutte palestinienne et la nouvelle gauche marocaine. La mise en regard de ces deux groupes permet de comprendre les logiques diverses d'identification à la cause et les formes de mobilisation variées qui en découlent. Elle aboutit en outre à un constat commun, au-delà des divergences : politique nationale et question palestinienne sont souvent entremêlées, faisant de la cause palestinienne une question structurante⁶ dans le champ politique marocain.

La Palestine du mouvement national marocain : par-delà les dissensions

Le premier groupe militant est constitué des partis politiques et syndicats reconnus par le pouvoir et jouant le jeu des institutions, en dépit de la répression. Ceux-ci se mettent d'accord en 1968 pour créer l'Association marocaine de soutien à la lutte palestinienne (AMSLP), une initiative originale par la diversité politique des organisations qui y participent, par le rôle central qu'elle joue dans l'organisation des mobilisations et par sa longévité (l'association existe encore aujourd'hui, bien qu'elle ait perdu en influence).

L'association réunit les partis du mouvement national marocain, c'est-à-dire en premier lieu le Parti de l'indépendance (PI) et l'Union nationale des forces populaires (UNFP)⁷, ainsi que des partis moins importants, tels que le Parti démocrate constitutionnel de Mohamed Hassan Ouazzani ou encore le Mouvement

populaire démocratique et constitutionnel créé en 1967 par Abdelkrim El Khatib.

La création de l'association se fait à l'initiative de militants historiques de ces partis, dont beaucoup se sont battus pour l'indépendance du pays, et qui entendent faire front uni pour apporter un soutien « matériel et moral »⁸ aux Palestiniens. On retrouve ainsi, parmi les 55 fondateurs de l'AMSLP, une ou deux figures importantes, identifiées comme « Monsieur Palestine », de chacune des organisations politiques que coalise l'association, telles que Abou Bakr El Kadiri⁹ pour le PI. Il est à noter que ces fondateurs sont tous des hommes, et que très peu de femmes semblent avoir fait partie des cadres de l'association. Celle-ci voit le jour avec le soutien direct du premier représentant du Fatah à Rabat, Khalid ach-Charif (Abou Darwich), et reste de fait très proche du Fatah, bien qu'elle insiste sur son soutien à l'ensemble de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP).

Que représente la Palestine pour les militant-es de l'AMSLP ? L'analyse qualitative du discours de l'association et de ses membres révèle que l'engagement pour la cause se fait sur deux modes : l'identification à un peuple occupé, chez des militant-es qui sont nombreux-ses à s'être elles et eux-mêmes battus pour l'indépendance de leur pays ; et la mobilisation d'un argumentaire fondé sur la proximité religieuse et culturelle entre les deux populations. Pour l'AMSLP, la Palestine est donc une cause nationale, au sens où le peuple marocain se doit de soutenir une population colonisée comme il l'a été et, pour certain-es, parce que la défense de la « terre sainte » concerne tous-tes les musulman-es.

L'AMSLP puise dans un répertoire d'action collective classique (Tilly, 1984), déjà mobilisé par le PI au Maroc pour soutenir la Palestine, mais de manière bien plus ponctuelle (notamment en 1948). Au niveau national, il s'agit essentiellement de meetings, de collectes de dons et de produits divers, ainsi que de



Illustration 1. Photographie du meeting de l'AMSLP au théâtre Mohammed-V en mars 1969, exposée au siège actuel de l'AMSLP à Rabat. « En mars 1969, au théâtre Mohammed-V à Rabat, le fqih Muhammad Bin 'Abdallah, trésorier de l'AMSLP, présente le bénéfice de quatre représentations du théâtre palestinien et de la vente aux enchères qui s'est tenue en marge de celles-ci au frère Khalid ach-Charif (Abou Darwich), premier représentant du mouvement Fatah au Maroc, en présence des membres du bureau central de l'association, Messieurs 'Abd as-Salam Bin 'Abd al-Jalil, 'Abderrahman El Kadiri, Muhammad Jazulit, Idris al-Kattani [Driss El Kettani], et du frère Wasif Mansur [Wassif Mansour] » (traduction de l'autrice). © Inès El alami, 2018 (traitement : Besma Ouraïed)

la mise en place de relais médiatiques de l'activité de l'OLP, tels que l'hebdomadaire *Filistin*, qui paraît au Maroc de 1968 à 1971. L'association travaille étroitement avec le bureau de l'OLP à Rabat. Bien que la portée de l'action de l'AMSLP soit difficile à évaluer, les campagnes de dons semblent rencontrer un véritable succès (voir *ill. 1*) : *Filistin* rapporte ainsi que, durant l'hiver 1969-1970, l'association parvient à acheter pour l'OLP vingt Jeeps et quatre fourgonnettes, ce qui laisse supposer des moyens sans précédents pour ce type d'initiatives de solidarité.

L'association a également des activités tournées vers l'international, à travers des actions de plaidoyer – orientées vers diverses autorités pour les encourager à reconnaître l'OLP comme représentante du peuple palestinien et à soutenir la résistance –, ainsi qu'à travers une implication dans des conférences ou

des comités internationaux liés à la question palestinienne. Elle participe notamment à une initiative singulière : la formation, en 1972, d'un Front arabe de participation à la révolution palestinienne, probablement sous l'impulsion de l'OLP. Il s'agit d'une brève tentative de coordination entre organisations politiques, syndicales et associatives, pour soutenir les Palestiniens aux niveaux maghrébin et arabe. Abou Bakr El Kadiri en est l'un des vice-présidents.

La Palestine du mouvement national est ainsi celle d'une génération de militant-es marocain-es plutôt expérimentés et âgés, qui font front pour soutenir l'OLP dans une alliance originale d'organisations laissant de côté leurs dissensions et la politique nationale marocaine. Dans un contexte répressif au Maroc, la force de l'AMSLP tient à son positionnement d'équilibre vis-à-vis des autorités marocaines.

6. Voir l'article d'Adrien Thibault *infra*, p. 71-79.

7. Parti de gauche socialiste, issu d'une scission du PI en 1959, dont l'une des figures les plus célèbres est Mehdi Ben Barka.

8. D'après les statuts de l'association (1968), reproduits dans EL KADIRI Abou Bakr, 1989, *Al-Maghrib wa al-qadhiyya al-filistiniyya : mundhu 'ahd Salah ad-Din ila i'lan ad-dawla al-filistiniyya* [Le Maroc et la question palestinienne : de l'ère de Saladin à l'annonce de l'État palestinien], s. l., s. éd. (consultable à la Bibliothèque nationale du royaume du Maroc), p. 366.

9. Né en 1913 à Salé, ce militant et écrivain est l'une des grandes figures du mouvement national et du PI. Il fait partie des signataires du *Manifeste de l'indépendance* (11 janvier 1944) et est emprisonné plusieurs fois pour ses activités politiques sous le Protectorat. Après l'indépendance, en tant que membre du PI, il s'intéresse tout particulièrement aux questions d'éducation et à la question palestinienne. C'est ainsi qu'il co-fonde puis dirige l'AMSLP de 1972 à 1992.

La Palestine de la nouvelle gauche : révolution palestinienne et révolution arabe

Par ailleurs, la cause palestinienne est investie, à la fin des années 1960, par ce que l'on peut appeler la « galaxie de la nouvelle gauche marocaine ». Il s'agit d'une génération plus jeune de militant-es souvent très marqués par le choc de la défaite arabe de 1967 – qui correspond à un moment fort de politisation. Cette nouvelle gauche englobe des membres de l'UNEM, de syndicats lycéens ou encore du Parti de la libération et du socialisme (PLS, parti communiste marocain), souvent tentés par les idées marxistes-léninistes qui gagnent alors du terrain au sein de ces organisations. Elle a pour inspiration Mai 68 et l'expérience maoïste, ainsi que la nouvelle gauche arabe que représentent le Front populaire de libération de la Palestine (FPLP) et le Front démocratique pour la libération de la Palestine (FDLP). À partir de 1970, deux organisations marxistes-léninistes semi-clandestines, Ilal Amam et 23 Mars, apparaissent également au Maroc, suivies d'autres petits groupes.

Pour ces militant-es, la Palestine occupe une place centrale dans les discours et l'imaginaire politiques, mais ils et elles ne créent pas de structure propre dédiée à la cause palestinienne comme l'AMSLP, se saisissant plutôt de cette cause au sein de leurs organisations respectives (comme l'illustre la motion sur la Palestine adoptée lors du XIII^e congrès de l'UNEM de 1969, citée en exergue).

La logique d'identification à la cause palestinienne apparaît différente de celle des militant-es historiques des grands partis marocains mobilisés dans l'AMSLP. Pour ces jeunes militant-es, la cause palestinienne est une cause révolutionnaire, à l'avant-garde de la révolution arabe qui doit advenir dans toute la région, y compris au Maroc. Le soutien à la Palestine va donc de pair avec une critique radicale du pouvoir marocain, mais aussi des partis de l'opposition légale, vus comme réformistes et incapables de faire advenir la révolution.



Illustration 2. Couverture du numéro 15 (numéro spécial) de la revue *Souffles*, 4^e année, 3^e trimestre (1969), réalisée par Mohammed Chebaa. © *Souffles*

Cette logique d'identification donne lieu à une véritable esthétisation de la révolution palestinienne, comme l'étudie Olivia Harrison¹⁰ (2016). Ainsi, leur soutien à la cause passe notamment par la visibilité d'œuvres d'artistes marocain-es et palestinien-nes autour de la résistance. L'exemple le plus frappant est celui de la revue *Souffles*, fondée en 1966 par des artistes et intellectuels marocains et étudiée par Kenza Sefrioui (2013). Son numéro 15 est en effet consacré entièrement à la « révolution palestinienne ». Pour la première fois, la revue affiche une couverture spéciale, réalisée par le peintre et plasticien marocain Mohammed Chebaa¹¹, qui représente un fedayin portant le keffieh et brandissant un fusil automatique, véritable symbole de la résistance palestinienne¹² (voir ill. 2). L'écrivain et militant Abdellatif Laâbi¹³, figure centrale de la revue, y publie aussi sa traduction d'un poème de Samih al-Qâssim, écrivain palestinien des territoires occupés. L'année suivante, il fait paraître une anthologie, *La poésie palestinienne de combat*, qui rassemble ses traductions inédites de plusieurs poèmes palestiniens contemporains¹⁴.

En plus de cette dimension intellectuelle et artistique, les militant-es de la nouvelle gauche se tournent essentiellement vers un répertoire d'actions de sensibilisation et d'information, à travers la diffusion de cassettes et de journaux dans les lycées et les universités, ou encore par la projection de films dans les ciné-clubs, qui sont l'occasion d'organiser des débats. Une grande partie de ce matériel militant est directement fourni par le bureau de l'OLP à Rabat.

10. L'autrice montre que la Palestine devient une métaphore du colonial chez les artistes du Maghreb, qui permet de lier leurs expériences des régimes autoritaires perçus comme néocolonialistes à la réalité palestinienne d'un peuple occupé. Voir l'article de Sibony *et al. supra*, p. 19-31.

11. Né en 1935, formé à l'École supérieure des Beaux-Arts de Tétouan et à l'Académie des Beaux-Arts de Rome, Mohammed Chebaa est considéré comme l'un des pionniers de l'art moderne au Maroc.

12. Voir l'article de Oroub El-Abed et Charles Grémont *supra*, p. 33-41.

13. Né en 1942 à Fès, Abdellatif Laâbi est un écrivain et militant marocain. Il fait partie des fondateurs de la revue *Souffles*, puis de Ilal Amam, avant d'être emprisonné au Maroc entre 1972 et 1980 pour « atteinte à la sûreté de l'État ». Il s'exile ensuite en France où il réside toujours.

14. LAÂBI Abdellatif (coord.), 1970, *La poésie palestinienne de combat : anthologie*, Honfleur, P. J. Oswald.



Illustration 3. Pancarte illustrée de la une du numéro 15 de *Souffles* dans une manifestation pour les droits des travailleur-es au Maroc, entre 1969 et 1971. À l'arrière-plan, la banderole indique : « Les travailleurs [de...] revendiquent le droit à la sécurité sociale et l'augmentation de leurs salaires. » © *Anfas* (mai 1971, n° 1, p. 9)

Enfin, un petit nombre de militant-es décident de pousser l'engagement jusqu'à se porter volontaires pour aller se battre en Palestine, et faire ainsi l'expérience de la résistance sur le terrain, avec parfois l'idée de se préparer à la révolution au Maroc. C'est le cas par exemple de Lahsen Ayoubi, enseignant originaire de Salé, rallié aux idées marxistes-léninistes dans les années 1970, qui part quelques mois dans les camps du Fatah au Liban en 1982.

Pour la nouvelle gauche marocaine, la cause palestinienne est donc éminemment nationale car la révolution au Maroc ne peut se concevoir que dans le cadre d'une révolution arabe plus large, à l'avant-garde de laquelle se place la révolution palestinienne.

Une cause nationale ? Interpénétration des enjeux nationaux et internationaux

Au-delà des rapprochements que font les acteur-ices elles et eux-mêmes entre le destin

de leur pays et celui de la Palestine, la cause palestinienne est nationale également au sens où la question palestinienne est structurante dans le champ politique marocain. L'on observe ainsi que politique nationale et question palestinienne sont souvent entremêlées.

La question palestinienne est par exemple centrale dans la reconfiguration de la gauche marocaine à la fin des années 1960. En effet, c'est à la suite d'un désaccord sur le plan Rogers¹⁵, soutenu par le PLS, qu'un groupe de militants critiques du parti, au premier rang desquels Abdellatif Laâbi et Abraham Serfaty¹⁶, décident de le quitter définitivement en 1970 pour créer l'organisation marxiste-léniniste semi-clandestine Ilal Amam.

Ainsi, c'est par son positionnement sur la cause palestinienne que la gauche marxiste-léniniste se distingue de la gauche des partis légaux, jugés trop peu révolutionnaires. Dans le contexte très répressif des « années de plomb »¹⁷, la Palestine sert aussi de vecteur de mobilisation politique pour ces

organisations, étant une cause difficile à réprimer en raison de sa popularité¹⁸. Elle permet donc aux jeunes marxistes-léninistes d'organiser des actions au grand jour, qui sont l'occasion de mobiliser et de recruter des militant-es pour leurs activités plus clandestines.

Le pouvoir comprend d'ailleurs très bien la puissance mobilisatrice de cette cause, puisque le roi Hassan II (1961-1999) tente lui aussi de se l'approprier à l'occasion de la guerre du Kippour en 1973, après des années de positionnement plutôt timide sur la question. L'engagement des forces marocaines permet alors de refaire l'union nationale, dans un contexte de déstabilisation de la monarchie après les tentatives de coup d'État de 1971 et 1972, et de remobiliser l'armée autour du pouvoir, tout en s'impliquant dans une cause très populaire (Chagnollaud, 1977, p. 237). Le roi accède ainsi à des demandes anciennes de l'AMSLP : envoi de milliers de soldats marocains au front, campagne de don du sang et ouverture d'un contingent de soldats aux volontaires souhaitant partir pour le front égyptien. Cet engagement des autorités pour défendre les Palestinien-nes est mis en scène par la presse proche du pouvoir, qui présente l'image d'un pays tout entier mobilisé autour de son roi pour le peuple palestinien, usant d'une rhétorique panarabe et islamique glorifiant les efforts des forces marocaines. Là encore, l'on observe comment les enjeux nationaux et la position du roi sur la Palestine sont entremêlés.

Par ailleurs, les désaccords au sujet de la politique nationale peuvent, en retour, avoir un effet sur les initiatives de solidarité pour la Palestine, notamment au sein de l'AMSLP, malgré l'union affichée par l'association. Ainsi, les archives d'Abou Bakr El Kadiri révèlent des tensions et dysfonctionnements au sein de certaines branches de l'association à des périodes où les deux grands partis, le PI et l'UNFP, sont en conflit. C'est particulièrement le cas à partir de 1977, puisque le premier parti est au gouvernement alors que le second reste dans l'opposition et subit une nouvelle vague de répression.

Conclusion

La question palestinienne est ainsi investie par une diversité d'acteur-ices politiques et associatif-ves marocain-es à partir de 1967. Elle est, pour chacun-e d'entre eux et elles, une cause nationale, que ce soit par devoir de solidarité envers un peuple colonisé et dont l'oppression menace un lieu saint de l'islam, ou parce que la résistance palestinienne est vue comme l'avant-garde d'une révolution arabe pour laquelle ils et elles militent. En tout état de cause, la Palestine s'invite dans la politique nationale dans la mesure où elle est appropriée par l'ensemble de ces acteur-ices, et même par le pouvoir.

Cette centralité ancienne de la cause palestinienne dans le champ politique marocain permet de mieux comprendre pourquoi des Marocain-es manifestent régulièrement par dizaines de milliers pour soutenir Gaza depuis le 7 octobre 2023, dans un pays pourtant signataire, en 2020, des accords d'Abraham.

Références

- CHAGNOLLAUD Jean-Paul, 1977, *Maghreb et Palestine*, Paris, Sindbad.
- DELLA PORTA Donatella, TARROW Sidney G. (eds), 2005, *Transnational Protest and Global Activism*, Lanham, Rowman & Littlefield.
- DOT-POUILLARD Nicolas, 2012, « La Tunisie et ses Palestine. De Habib Bourguiba à Umran Kilani Muqaddami », *Les Carnets de l'Ifpo. La recherche en train de se faire à l'Institut français du Proche-Orient* (Hypotheses.org), 29 mai.
- EL ALAMI Inès, 2018, « Militantisme marocain et cause palestinienne, entre combat national et solidarité internationale (1967-1982) », mémoire de master en histoire sous la direction de M. Lazar, Paris, Institut d'études politiques.
- HARRISON Olivia C., 2016, *Transcolonial Maghreb: Imagining Palestine in the Era of Decolonization*, Stanford, Stanford University Press.
- SEFRIQUI Kenza, 2013, *La revue Souffles : 1966-1973*, Casablanca, Éditions du Sirocco.
- TILLY Charles, 1984, « Les origines du répertoire d'action collective contemporaine en France et en Grande-Bretagne », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, vol. 4, n° 1, p. 89-108.

15. Plan proposé en 1969 par le secrétaire d'État américain William P. Rogers, qui prévoit un cessez-le-feu entre Israël et l'Égypte, accepté par Nasser et rejeté par l'OLP.

16. Né en 1926 à Casablanca dans une famille juive, Abraham Serfaty milite aux Jeunesses communistes marocaines dès 1944. Figure de l'opposition à Hassan II et du mouvement marxiste-léniniste avec Ilal Amam, il est emprisonné de 1974 à 1991 puis exilé vers la France. Il revendique son identité juive arabe et écrit plusieurs ouvrages sur la Palestine, dans lesquels il développe ses positions antisionistes. Voir l'article de Michèle Sibony *et al. supra*, p. 19-31.

17. Période d'intense répression politique envers l'opposition marocaine, qui culmine dans les années 1970 et 1980 et se caractérise notamment par de nombreux procès et arrestations, des disparitions forcées et l'usage de la torture.

18. Voir l'article d'Arthur Asseraf *supra*, p. 57-61.